

Et si le Burundi était exposé à une famine imminente...

Depuis environ une année, le secteur des engrais au Burundi fait d'importantes vagues. L'année passée en commune Ndava par exemple, les paysans ont reçu des quantités très faibles d'engrais azotés dénommés Totahaza (formule FOMI) ou Urée (formule internationale).

Les plantes chétives de ces champs de maïs sur la photo ne sont qu'une maigre illustration de cette réalité.



On leur avait promis d'être compensé cette année, seulement voilà la situation est encore pire.

Nous avons alerté en début de cette campagne culturale B 2022, mais la question semble bien plus compliquée qu'on ne le croyait : <https://adip-burundi.org/engrais-fomi-les-paysans-se-lamentent/>

<https://adip-burundi.org/engrais-fomi-les-paysans-eux-sinquietent/>

Cette année, ce sont les riziculteurs qui ont tiré les premiers la sonnette d'alarme et ils auraient été entendus. Le Ministre de l'agriculture a tranquilisé avant-hier promettant l'arrivée imminente des engrais. Au moment où nous bouclons cet article, il ne nous a pas été possible de vérifier si oui ou non les quantités qui sont arrivées sont suffisantes ou pas.

L'autre cause de la frustration des paysans en particulier les riziculteurs et les maïsiculteurs est de considérer que les engrais FOMI équivalent aux formules de leurs équivalents non enrobées (not coated) et le Ministère les a entendu en proposant de nouvelles doses que nous avons reprises aussi sur notre site : <https://adip-burundi.org/nouvelle-doses-dapplication-des-engrais-organo-mineraux-fomi-par-culture/>

Espérons que les experts du Ministère et de FOMI ont fait les bons calculs, même si certains s'interrogent sur ces équivalences en termes de matière active. Le sac FOMI Imbura par exemple indique la composition suivante : 9%N ; 22%P₂O₅ ; 4%K₂O ; 13%CaO ; 2% MgO. Le DAP supposé équivalent dose 18% de N et 46% de P₂O₅, soit la moitié en phosphore, (le principal élément recherché pour la formation des graines) et aussi pour l'azote. Il faudrait donc utiliser des quantités doubles pour avoir les mêmes rendements. Or, les formules proposées ne semblent pas doubler ces quantités et de toute manière, la rentabilité serait affectée. L'ajoute de la matière organique peut tout de même améliorer la structure du sol et la vie biologique et permet d'adsorber une plus grande quantité de minéraux qui était perdu par ruissellement. Il s'agit de facteurs qui ne sont pas à négliger sans oublier qu'il est de notre devoir tous de soutenir l'industrie naissante, si précieuse pour le développement de notre pays.

Le site internet de FOMI, <https://fomi.bi/front-page/fomi-totahaza/> comme d'ailleurs les sacs indiquent que " *Fomi-Totahaza est un engrais organo-minéral de couverture essentiellement azoté. Il est conçu et produit pour les céréales et les légumes. Sa teneur en éléments nutritifs est: l'azote à 21%, le potassium à 8%, le calcium à 4% et le magnésium à 2%.* "

Quant à l'urée classique, elle ne contient que de l'azote dont elle dose : 46%, soit plus du double que Totahaza. En principe le potassium est relativement présent dans les sols tropicaux et la calcium et le magnésium sont bien assurés par la chaux et/ou la dolomie produit localement dans notre pays. Ces quantités de calcium et de magnésium restent peu significatives.

Au-delà de la question de l'arrivée tardive des engrais, une sécheresse sévère de dix jours s'est déclarée juste après le semis. Sur les sols sableux, c'est la catastrophe et seules les cultures sur terres plus argileuses se battent encore pour résister. Elles ne pourront pas néanmoins manifester tout leur potentiel.

Le plus dur est cependant à venir selon la presse internationale suite à la guerre en Ukraine. J'ai particulièrement retenu celui publié par le nouvel observateur français.

<https://www.nouvelobs.com/tribunes/20220318.OBS55865/najat-vallaud-belkacem-l-afrique-va-payer-le-prix-fort-de-la-guerre-en-ukraine.html>

Jean-Jacques Groden, ancien chargé de la communication et du plaidoyer chez SOS FAIM Belgique en citant plusieurs ONG européennes et belges dénonce également une situation grave qui se profile à l'horizon.

https://www.scoop.it/topic/questions-de-developpement/p/4130959186/2022/03/20/guerre-en-ukraine-une-menace-pour-la-securite-alimentaire-une-de-plus?utm_medium=social&utm_source=linkedin

Jeune Afrique chaque jour ne cesse d'alerter les dirigeants africains sur la gravité de la situation et les invite à agir très vite.

Les raisons sont de deux natures :

1. La crise de la COVID-19, suivi du blocage du canal de Suez pendant près d'un mois a affecté les coûts de transport internationaux suivi de ceux du pétrole qui sert de matière première pour la fabrication des engrais surtout azotés.
2. Les sanctions que viennent d'imposer les pays occidentaux à la Russie suite à la guerre en Ukraine viennent renchérir considérablement les prix du pétrole (au moins le double sinon plus) et donc des engrais azotés. Les pays occidentaux ont rapidement réagi en achetant la quasi-totalité des engrais disponibles sur le marché international et cela pour plusieurs années.

Ce qui rendra ce produit très peu disponible sur le marché ou alors le sera à des prix très élevés. Cela provoquera l'envolée des cours des produits agricoles.

3. L'Ukraine et la Russie produisent près de la moitié des engrais potassiques et une partie très importante des engrais azotés dans le monde et comme elle est interdite de commercer avec le reste du monde suite à son exclusion du réseau SWIFT, ces engrais vont devenir très rares et leur prix exploser.
4. L'Ukraine et la Russie exportent 40% du blé mondial. Jeune Afrique a montré dans sa livraison de ce mois le niveau de dépendance des pays Africains au blé Ukrainien et Russe et affirme que la Tanzanie importe 70% de son blé de ces pays. Or, la quasi-totalité du blé consommé au Burundi provient de la Tanzanie à travers les usines AZAM, Azania et Minoteries de Muramvya. Il est donc plus que certain que le prix du pain, des beignets, des pâtes et produits dérivés va grimper. Heureusement que notre pays n'en consomme que des quantités limitées, même si l'élite urbaine ne pourra s'en passer que très difficilement.

Quelles pistes de solution ?

1. Comme je n'ai cessé de le dire et de l'écrire, l'Afrique doit absolument tout faire pour revenir à son alimentation traditionnelle. Celle-ci était basée sur des cultures qui ne demandent pratiquement aucun engrais chimique : la patate douce (principal aliment des Burundi), la banane (véritable source de revenus des ménages), le haricot (qui n'a pas besoin d'engrais azotés si l'on stimule quelque peu son rhizobium notamment en chaulant le sol, un produit disponible chez nous), le manioc et de nombreux légumes. Le pays devrait urgemment se lancer dans un programme de promotion de ces cultures traditionnelles.
2. Mettre un coup de frein (Il ne serait pas bon d'arrêter, le maïs étant une culture importante de notre pays) à la promotion tous azimuts du maïs. Le maïs, comme le riz sont des cultures très exigeantes en engrais chimiques. Tous les pays qui se sont lancés dans l'intensification de la culture du maïs en ont fait les frais. L'usage massif des engrais finit dans un temps relativement limité par stériliser les sols
3. Abandonner la promotion des monocultures spéculatives. Si les terres burundaises ont pu au moins en partie résister à la dégradation suite au pompage des éléments nutritifs par le maïs et aux excès des engrais chimiques, c'est grâce au génie paysan qui les a associé systématiquement au haricot, une légumineuse qui ravive la biologie des sols qu'elle fertilise sans cesse en azote.
4. Les grandes saisons agricoles étant passées pour cette année, il est vital d'essayer de sauver la saison C, en incitant les paysans à diversifier les cultures des marais et en privilégiant la patate douce, le haricot, les légumes.. Inonder les zones de marais de maïs, une culture très exigeante en azote et en phosphore va par ailleurs dégrader la qualité des eaux comme c'est actuellement le cas dans les pays développés. Quant au riz qui s'adapte mal à l'association avec d'autres cultures, il nous semble important d'obliger les producteurs d'introduire une saison de légumes, haricots, patate douce, etc., et éviter d'en arriver à deux ou trois saisons successives de riz.
5. Investir très sérieusement dans la promotion des pratiques agroécologiques, les seules qui permettront d'assurer au pays une réelle souveraineté alimentaire et de faire face aux changements climatiques qui bouleversent notre agriculture et notre économie. Je suis heureux de vous annoncer que l'UHACOM et ADISCO au Burundi, en partenariat avec la plateforme Diobass au Kivu et FOP-SIPAF en RDC sortiront dans une dizaine de jours un manuel très pédagogique sur les pratiques agroécologiques de la Région des Grands Lacs africains. Le manuel sera diffusé surtout sur les sites internet. Quelques versions papier pourraient être disponibles au prix coutant.

En conclusion, S.E le Président de la République a déclaré l'année 2022, comme celle de l'agriculture et chaque citoyen doit s'investir pour soutenir cette initiative. Au-delà des réalisations concrètes que compile actuellement le ministère de l'agriculture, cela devrait être aussi l'occasion de réfléchir sur le modèle agricole que devrait promouvoir notre pays sur le moyen, voire long terme et à l'instar des autres pays africains produire une nouvelle stratégie agricole nationale (SAN), un plan national d'investissement agricole (PNIA), mieux cerner les orientations du DOPEA et en faire une analyse critique sans oublier de rentrer comme les autres pays du monde dans la décennie internationale de l'agriculture familiale.

Deogratias NIYONKURU

Fondateur et conseiller stratégique d'ADISCO

Secrétaire Général de l'Association pour la Dignité Paysanne, ADIP en sigle.

www.adip-burundi.org